



**DISCOURS PRONONCE PAR SON EXCELLENCE
Monsieur Didier RATSIRAKA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR,
EN REPOSE A SON EXCELLENCE MONSIEUR
ABDERRAHMANE BENMOKHTAR,
DOYEN DES AMBASSADEURS
LORS DE LA CEREMONIE DE PRESENTATION DE VŒUX
(Lavoloha, le 11 janvier 2002)**

DIEU EST SOUVERAIN !

Monsieur le Doyen,
Excellences Mesdames et Messieurs,

Le décanat n'est pas nécessairement, loin s'en faut, une question d'âge ; c'est aussi, et c'est votre cas, une question d'ancienneté dans la fonction ! Aussi le privilège de l'âge, mais aussi celui de la fonction qui est la mienne, m'autorisent peut-être aujourd'hui à tirer quelques leçons du passé récent et, singulièrement, de l'année écoulée à Madagascar et dans le monde.

Au risque de me répéter, je dirai :

1. Tout d'abord : ô Tempora ! ô mores !
2. Homo Homini Lupus
3. On a toujours besoin d'un plus petit que soi
4. Nemo auditur Propriam Turpitudinem allegans
5. Et enfin, Timeo Danaos et Dona Ferentes

Mais, auparavant, je voudrais m'acquitter d'un agréable devoir, celui de vous remercier très sincèrement des vœux qu'au nom de tout le corps diplomatique et consulaire, vous avez bien voulu m'adresser et, à travers moi, à tout le peuple Malgache. Les sentiments d'amitié et de fraternité que vous avez exprimés et la façon dont vous les avez formulés nous vont droit au cœur et nous en sommes très touchés tous autant que nous sommes.

Aussi, laissez-moi vous transmettre à mon tour, au nom du peuple Malgache, de ses Institutions, de son Gouvernement et en mon nom personnel, à vous-mêmes, Madame et Messieurs les Ambassadeurs, aux souverains Chefs d'Etat et de Gouvernement, et aux organisations internationales – dont certaines sont mes amies – que vous avez l'honneur de représenter à Madagascar, nos souhaits les plus ardents et les plus cordiaux, de bonheur, de santé, de paix, de justice, de prospérité et de réussite pour l'année nouvelle afin que le progrès soit partagé et profite à tout le monde car le partage du monde a vécu pour faire place au monde du partage.

Monsieur le Doyen,

Excellences Mesdames et Messieurs,

A l'occasion de cette cérémonie traditionnelle dont la solennité le dispute à la convivialité souffrez donc que Madagascar vous dise comment il voit la situation du monde d'à présent, sans complaisance mais aussi sans outrecuidance.

Le début de ce 21ème siècle ou de ce 3ème millénaire a fait naître beaucoup d'espoir... Hélas, mille fois hélas, il n'en fut rien et tant s'en faut. Il ne faut pas se leurrer, ni se cacher derrière son doigt...

L'attentat odieux, il faut bien l'admettre, du 11 septembre 2001, a changé la face du monde avec toutes ses conséquences incalculables car encore mal connues et mal cernées, occultant du même coup les autres problèmes sociopolitiques et économiques majeurs et urgents de l'heure mais qui, pourtant, nous interpellent tous : les inégalités, l'injustice, la faim, la maladie, l'exclusion, les conflits, la dégradation des mœurs, celle de l'environnement etc .etc..

Mais la vie continue et nous devons faire face, dans une coopération mutuellement avantageuse entre partenaires égaux en droit et non pas dans une coopération à la mode du cheval et du cavalier et, en tout particulier, au terrorisme, à la pauvreté et l'injustice, à l'instabilité et la maladie.

Monsieur le Doyen,

Votre pays a souffert plus que tout autre du terrorisme ; l'Algérie, nation frère, fait partie des pays non alignés, de l'OUA, de la ligue Arabe, du groupe des 77 qui sont aujourd'hui, autant vous dire des pays non développés et marginalisés, endettés, donc vous savez autant que quiconque ce que ces mots veulent dire et vous nous comprenez. Votre pays a été victime du terrorisme depuis plusieurs années. Mais la communauté internationale a été sourde à tous vos appels. La France elle-même a souffert du terrorisme mais presque dans l'indifférence générale.

Il a fallu que ce drame du 11 septembre 2001 intervienne pour que le monde entier prenne conscience que ce danger nous menace tous.

Madagascar réitère donc ici sa position invariable depuis des années. Le terrorisme aveugle est un crime que rien ne peut justifier.

Qu'il s'agisse de terrorisme individuel, collectif, d'Etat ou religieux, nous condamnons ce type d'actes odieux qui tuent des victimes innocentes.

Aujourd'hui, le monde est ébranlé. Tous les hommes qui réfléchissent, quelles que soient leurs origines, sentent qu'ils vivent une époque de troubles, de crises et de conflits larvés ou déclarés.

Il va sans dire qu'à toutes les phases de l'histoire, on a pu avoir un sentiment analogue qui justifie amplement cet apophtegme de "CICERON" qui s'écriait déjà, il y a plus de 2000 ans "ô TEMPORA ! ô MORES !" : ce qui veut dire à peu près "Mais dans quel siècle vivons-nous ? ou celui de PLAUTE , plus près de trois cents ans avant Jésus-Christ, qui disait "HOMO HOMINI LIPUS", que l'on peut traduire librement "l'homme est un loup pour les autres hommes" (il leur fait du mal).

Mais au début de ce nouveau millénaire, il est patent que nous vivons une période particulièrement critique avec toutes ces armes de destructions massives et ces découvertes phénoménales scientifiques et technologiques dont les hommes

disposent.

Actuellement l'on parle "d'hyperterrorisme". C'est une arme nouvelle, inconcevable et inconnue jusque-là qui est apparue au World Trade Center , d'une monstrueuse efficacité et qui pourrait comme toute nouvelle arme être réutilisée ailleurs, sous des formes différentes peut-être..... Je touche du bois....

Tous les pays, petits et grands, sont désormais vulnérables.

Pour ce qui concerne Madagascar, pour notre lutte contre le terrorisme, outre les moyens habituels, dénonciation, condamnations, renseignements, nous avons imaginé une contre-mesure simple mais efficace qui est la prévention.

Nous réaffirmons avec force qu'il faut éviter de faire un amalgame simpliste entre Islam et terrorisme. Nous avons, par ailleurs, réuni et convaincu toutes les composantes Musulmanes et Chrétiennes de Madagascar à s'engager solennellement et publiquement à ne jamais recourir au terrorisme religieux à Madagascar et à toute velléité de terrorisme religieux dans notre pays.

C'est notre modeste contribution à la grande résultante dans la lutte contre le fléau de l'intolérance, de l'intégrisme et du terrorisme aveugle.

Mais s'agissant du terrorisme au Moyen-Orient, comme j'ai eu l'occasion de le dire : "Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude". "SCHEMAA ISRAEL ADONAI ELOHENOU ADONAI EHAD". Je dis au peuple israélien "SHALOM AL GHEREN".

Mais souvenez-vous, c'est le Gouvernement Israélien qui aurait (je mets au conditionnel uniquement par prudence) créé le HAMAS pour affaiblir ARAFAT. Et c'est le Général ARIEL SHARON en personne qui a provoqué les Palestiniens sur l'ESPLANADE de la MOSQUEE de JERUSALEM.

Croyez-moi, j'ai plus d'amis Israéliens ou Juifs que Palestiniens. Mais soyons réalistes mes amis si l'on veut vraiment la paix. C'est le HAMAS qui revendique la plupart des attentats suicides en Israël. Et non contents d'exiger d'ARAFAT des actions irréalisables comme la liquidation de votre HAMAS, vos dirigeants humilient le Président ARAFAT (Prix Nobel de la Paix), seul interlocuteur valable, encore à nos yeux, de l'Etat Israélien. En humiliant le Président ARAFAT, le Général SHARON rend ipso facto les extrémistes arbitres et maîtres du jeu !

Si l'on veut que le processus de paix reprenne et aboutisse, selon nous, la création d'un Etat Palestinien indépendant et responsable dont les frontières seraient garanties par l'ONU (forces internationales) et, parallèlement, la sécurité de l'Etat d'Israël par les Nations-Unies (forces internationales) vis-à-vis de ses voisins, constitue la meilleure garantie d'une paix juste, durable et viable, dans l'intérêt de tout le Moyen-Orient, en particulier, et du monde, en général.

C'est l'avis objectif d'un pays pacifique (Madagascar) qui n'a pas d'intérêts particuliers dans cette partie du monde. Ne le prenez donc pas en mauvaise part ! C'est notre avis.

Monsieur le Doyen,
Excellences Mesdames et Messieurs.

Madagascar est un pays insulaire, fier de son passé, e sa spécificité et de ses

traditions (c'était déjà un Etat indépendant avant la colonisation).
&Mac183; un des rares pays avec le Vietnam et l'Algérie, à prendre les armes après la 2ème guerre mondiale, contre le colonialisme, pour se libérer ;
&Mac183; travaillant ardemment et avec un certain succès dans le présent ;
&Mac183; et confiant dans l'avenir grâce à sa jeunesse dynamique et laborieuse, grâce à la stabilité, à la paix qui prévalent actuellement à Madagascar, du moins jusqu'à présent .

Les résultats que nous avons obtenus depuis bientôt cinq ans justifient amplement nos peines, nos sueurs et nos sacrifices.

La statistique est l'arme la plus efficace du mensonge disait DISRAELI. Il reste que les chiffres généralement utilisés sur la scène internationale sont là.

Madagascar est le seul pays africain à dépasser +6,7 % de croissance par rapport au PIB en 2001 et un des quatre ou cinq rares pays du monde à atteindre +6,7 % de croissance, alors que le FMI et la banque mondiale

L'inflation est maîtrisée, les réserves de change (devises) sont confortables : 19.91 semaines d'importation etc...

Chaque Fivondro (??) a son électricité ;

La paix et la stabilité, l'unité nationale, sauf provocation politicienne, sont une réalité ;

Le taux de scolarisation est remonté de 65,3 % en 1996 à 75 % en 2001 ;

On a créé presque 300.000 emplois en cinq ans ;

Il n'y a pratiquement plus de famine à Madagascar :

Et nous n'avons pas de prisonniers politiques, la presse est libre – vous le savez autant que personne, vous êtes les témoins privilégiés – elle est d'autant plus libre qu'elle est libre de jeter son fiel sur le Chef de l'Etat, tous les jours ;

Nous venons d'obtenir environ 20 millions de dollars de la Banque Mondiale pour lutter contre le SIDA ;

Les trente millions de la 2ème tranche du CAS II (??) viennent d'être débloqués fin décembre 2001.

Bref, sans être excellente, la situation n'est pas si mauvaise que cela grâce au labeur de nos paysans, au dynamisme de nos industries et, singulièrement, les entreprises franches, mais aussi Madame et Messieurs les Ambassadeurs, grâce à vos soutiens et au soutien de nos bailleurs de fonds que je remercie ici.

Notre leitmotiv politique depuis des décennies est de privilégier l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide.

En 2002, au début du jusant de ma vie, souffrez qu'en soliloquant, j'émette quelques souhaits :

Il est dommage, peccato,(?) que la stima(?) it's a pity. KAK (??JAL?) que les pays riches, au lieu de donner des milliards au Gouvernement de Madagascar pour que

l'organisation des élections soit plus efficace et plus rapide, pour diminuer les anomalies, attribuent ces milliards à des organisations d'observation des élections (c'est-à-dire d'observations des anomalies des élections).

Il est vrai – et c'est peut-être de notre faute, mea culpa, mea culpa, mea culpa – de n'avoir demandé aucune aide durant toutes les élections que nous avons organisées depuis 1997 car nous pensons toujours à l'adage "Timeo DANAOS et dona Ferentes", je crains les Grecs surtout quand il me font un cadeau Ou à la chanson à la mode actuelle : "Fais pas ci... Fais pas ça...."de JORDY

Par ailleurs, ai-je besoin de souligner que nous respectons la stricte séparation des pouvoirs à Madagascar. Voilà pourquoi, vous me rendrez cette justice ! J'ai gardé le silence jusqu'ici. Je n'ai jamais jeté d'huile sur le feu et ce n'est pas le cas de tout le monde.

La confrontation des PV ne me semble ni souhaitable, ni légale. C'est un avis tout à fait personnel. Ce n'est pas l'avis du Chef de l'Etat, ce n'est pas l'avis du candidat, c'est l'avis du simple citoyen Didier RATSIRAKA. C'est contraire à la loi électorale, au code électoral et même à la Constitution. Cette même loi électorale, ce même code électoral étaient déjà en vigueur lors des élections de maires en 1999 et, à ce moment là, tout le monde les a acceptés, pourquoi les remettre en cause aujourd'hui ? On ne peut pas changer de loi électorale, on ne peut pas changer de code électoral au cours des consultations électorales, au cours des élections. Et qui peut, sans erreur – errare humanum est – garantir l'authenticité de ces PV falsifiable à merci ? Les PV originaux sont déjà entre les mains de la Haute Cour Constitutionnelle qui les décortique, qui les analyse, en toute indépendance, en toute souveraineté, en toute sérénité. Voilà pourquoi, Monsieur le Doyen, Excellences Mesdames et Messieurs, vous voyez que les chaises des représentants de la Haute Cour Constitutionnelle sont vides aujourd'hui parce qu'ils travaillent d'arrache-pied... Ils vivent en ville, ils sont souvent victimes d'appels anonymes et de menaces, de jets de cailloux. Ils ne sont pas l'otage du Gouvernement, ni de l'Etat ; l'Etat protège leur indépendance, leur intégrité morale, psychique et physique.

Ensuite rappelez-vous que lors des dernières présidentielles aux Etats-Unis, il a fallu aux américains plus d'un mois pour recompter les voix en Floride malgré leur avance technologique et leur "know how". Mais, en définitive, seuls les neuf membres de la Cour Suprême des Etats-Unis ont décidé en dernier ressort et personne d'autre. Et c'est là - ce que j'ai dit tout à l'heure en malgache – dans son contexte, que j'admire le peuple Américain : ce président qui est là, le président Georges Walter Bush est le Président de tous les Américains. Les Américains sont toujours unis dans la diversité et ils le sont encore plus dans l'adversité. C'est un exemple à suivre.

Combien de temps, combien de semaines, combien de mois nous faudrait-il, à nous Malgaches avec nos moyens, pour comparer les PV des six candidats dans 16.510 bureaux de vote ? Il nous faut peut-être un minimum de 3 mois et pendant ce temps-là qu'advient-il à notre économie ? Qu'advient-il des commandes des zones franches ? Qu'advient-il de l'avenir de nos enfants, de nos écoliers, de nos élèves, de nos étudiants, de la stabilité, de la paix, du fihavanana (?) malgache ? C'est une question qui se pose et je la pose.

Aussi, qui peut – j'ai dit "errare humanum est" – qui peut garantir l'authenticité d'un PV falsifiable à merci, trucable à satiété ? Et si 2 ou 3 PV ne concordent pas, qui peut arbitrer quelle partie à raison et quelle partie à tort ? Dans le doute abstiens-toi !

Enfin, last but not (?) nous avons fondé un Etat de droit à Madagascar. Nos

partenaires de la Banque mondiale et du FMI avaient l'habitude de nous dire : pourquoi donc faire un budget si on ne le respecte pas ? Nous devons respecter ce budget, ne pas le dépasser. Alors, par parallélismes des formes, nous avons voté une Constitution, nous avons adopté une Constitution, nous avons voté un code électoral, une loi électorale, nous avons des lois en vigueur Madagascar, en matière d'élections. Qui peut aller contre ces lois à Madagascar, pays indépendant et souverain ? Je fais, moi personnellement, de l'indépendance, de la souveraineté nationale des malgaches, de la dignité et de la fierté nationale des malgaches, une priorité. Ce n'est pas par orgueil ; c'est pour le peuple malgache que j'agis ainsi car c'est mon devoir.

Pour terminer, tous les PV originaux sont entre les mains de la Haute Cour Constitutionnelle. C'est pourquoi je m'en remets, moi citoyen RATSIRAKA à la sagesse de la Haute Cour Constitutionnelle, juge électoral par excellence, seul habilité à proclamer les résultats officiels des élections, tout en demandant à la Haute Cour Constitutionnelle d'accélérer, autant que faire se peut, la publication desdits résultats.

Et, je disais tout à l'heure, on a toujours besoin d'un plus petit que soi. C'est une fable de La Fontaine, la fable du lion et du rat et qui se termine par : "patience et longueur de temps font plus que force ni que rage".

Ceci étant, Monsieur le Doyen,
Excellences Mesdames et Messieurs,

En matière de démocratie et d'Etat de droit, n'oublions pas, je vous prie, que ce sont des pays dits non démocratiques comme la Chine, l'URSS, les pays africains comme l'Algérie, Madagascar, la Tanzanie, la Zambie, le Nigeria, le Gabon, la Mozambique, la Guinée, l'Angola, la Namibie, le Congo-Brazzaville, la Guinée-Bissau, la Tunisie, la Libye, le Maroc, l'Egypte, etc.. qui ont combattu l'apartheid, tandis que les pays dits démocratiques entretenaient des relations coupables avec l'Afrique du Sud raciste de l'apartheid.

C'est ce que j'ai dit tout à l'heure dans la Fable du Lion et du Rat : "on a toujours besoin d'un plus petit que soi".

Revenant aux élections, l'expérience de ces dernières années même dans les pays développés devrait nous amener à plus de modestie et de modération dans la critique des autres. Les fraudes électorales ne sont pas l'apanage des pays africains seulement. Ce n'est pas par polémique, ne vous méprenez pas sur les sens de ce que je viens de dire. J'ai dit tout à l'heure que c'est une cérémonie officielle dont la solennité dispute la convivialité. Nous sommes ici entre amis.
Si l'on ne peut pas se dire la vérité entre amis, pourquoi donc se réunir ?

Plus concrètement, si vous le permettez, je voudrais rappeler que :
&Mac183; lorsque j'ai perdu les élections présidentielles de 1992, j'ai félicité de la façon la plus solennelle mon adversaire élu, le professeur ZAFY car j'ai demandé au Président de la Haute Cour Constitutionnelle de l'époque – une haute cour Constitutionnelle avec six membres sur neuf nommés par mes adversaires ; seuls trois membres sur neuf nommés par moi - . Je n'avais ni doute ni suspicion envers cette Haute Cour Constitutionnelle lui faisant totalement confiance et j'ai demandé au Président de cette Haute Cour Constitutionnelle, le Président Norbert Lala Ratsirahonana, de lire mon message de félicitations au Professeur Albert ZAFY, pour que nul ne l'ignore.

Et pendant mon exil volontaire parisien, durant cinq ans, j'ai gardé le silence. Je n'ai

jamais donné d'interview à un journaliste étranger. Je n'ai jamais jeté l'anathème sur les dirigeants de mon pays car le linge sale se lave en famille...

Je sais que ces choses-là doivent être dites un jour et cela me soulage de vous le dire aujourd'hui.

&Mac183; Revenu aux affaires en 1997, j'ai respecté mes adversaires malheureux.

Au 2ème tour, les résultats officiels publiés par le Ministère de l'Intérieur me donnaient plus de 53 %. Puis à mesure que les résultats parvenaient des provinces, mon avance fondait comme neige au soleil.

Mais j'ai attendu sagement, patiemment, les résultats définitifs proclamés par la Haute Cour Constitutionnelle de l'époque qui a jugé toutes les élections jusqu'en 1999. J'ai été finalement crédité de 50,71 %, mais je ne me suis jamais permis de me proclamer Président avant la publication des résultats officiels et je n'ai pas fait descendre les gens dans les rues. Je pense que c'est mon statut de responsable et de Chef d'Etat. Je ne me suis jamais permis de saccager des usines ni de molester des travailleurs, des étudiants ou des élèves - "patience et longueur de temps font plus que force ni que rage" – et, surtout, je n'ai jamais appelé les "grandes démocraties" à m'aider. Je n'ai jamais appelé les Eglises à la rescousse.... J'ai toujours eu, et j'ai encore confiance en la sagesse, dans la sagacité du peuple malgache et je crois au Fihavanana malgache.

Respectueux de l'Etat de droit et des lois de la République, mettant l'intérêt national, la paix, la stabilité, la souveraineté, la dignité et l'unité nationale au-dessus de mon ambition personnelle je ne me suis jamais arrogé le droit de compromettre la cohésion nationale et la liberté de mes concitoyens.

Tel j'ai été, tel je suis et tel je resterai.

Monsieur le Doyen
Excellences Mesdames et Messieurs,

En demandant à Dieu de nous aider et de nous éclairer dans toutes nos actions, en vous assurant de ma disponibilité permanente à coopérer loyalement avec vous tous, je vous souhaite de tout coeur une bonne et heureuse année.

